

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 15/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITAN BELFORT (Ex PROLOGIS 1) Aéroport de Fontaine

Références : UID257090/SPR/LT/BM 2022 - 0920J
Code AIOT : 0012400414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 septembre 2022 dans l'établissement TITAN BELFORT implanté Aéroport 90150 FONTAINE. L'inspection a été annoncée le 27/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 28 octobre 2020 et du 24 novembre 2020, l'exploitant a été mis en demeure de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 février 2005 relatives à l'organisation en cas d'incendie et aux moyens d'intervention.

L'objet de la visite du 13 septembre 2022 est de vérifier la conformité des dispositions visées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 janvier 2021 dont les délais sont échus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITAN BELFORT (Ex PROLOGIS 1)
- Aéroport 90150 FONTAINE
- Code AIOT : 0012400414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société TITAN BELFORT exploite une plateforme logistique composée de 5 cellules pour un volume total des entrepôts de 355 420 m³ et d'annexes (chaufferie, local de charges des accumulateurs). A terme, la plateforme fera l'objet d'une extension via 3 cellules réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2022. Les 5 cellules actuelles sont utilisés par 3 locataires différents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque accidentel et moyens d'intervention
- mise en conformité des installations.

L'inspection s'est rendue au niveau du local sprinklage, dans la cellule D et sur les aires extérieures (réserve d'eau, stockage de contenants vides).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature et quantité de produits stockés	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.1	Mise en demeure	Sans objet
2	Registre des produits stockés	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.2	Mise en demeure	Sans objet
3	Entreposage à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 26	Mise en demeure	Sans objet
4	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 13.6	Mise en demeure	Sans objet
5	Formation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.4	Mise en demeure	Sans objet
6	Réserve en eau de 360m3	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 30.4	Mise en demeure	Sans objet
7	Maintenance des RIA et sprinklage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 29.3	Mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises par l'exploitant et les constats effectués lors de la visite permettent de considérer que les prescriptions visées par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2021 sont respectées. La mise en demeure est de fait levée.

Il est attendu que l'exploitant réponde aux observations du présent rapport dans un délai d'un mois à compter de la notification du rapport de visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature et quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À l'intérieur de l'entrepôt sont interdits : ➤ les produits explosifs, ➤ les produits radioactifs, ➤ les récipients sous pression à l'exception des réservoirs des compresseurs d'air, ➤ les produits toxiques et très toxiques, ➤ les produits dangereux et très dangereux pour l'environnement, ➤ les produits agro-pharmaceutiques, ➤ les produits sujets à inflammation spontanée, ➤ les gaz inflammables, ➤ les substances réagissant violemment avec l'eau, ➤ les produits sous forme liquide et les produits comburants à l'exception des faibles quantités contenus dans les engins motorisés entreposés. [...]
Constats : L'alinéa 4 de l'article 28.1 relatif à la justification des typologies de matières et de pouvoir calorifique a été abrogé par l'article 6 de l'AP du 7 juillet 2022. Six fûts de piles extraits des produits électroniques entreposés dans la cellule E sont rangés au sol parmi les racks. Ces piles sont stockés dans des fûts étanches pour lesquels des flocons de vermiculite sont disposés à l'intérieur. La vermiculite, résistante au feu, permet d'absorber les chocs pendant le transport et absorbe les fuites éventuelles. Le représentant de l'exploitant a déclaré avoir augmenter la fréquence des évacuations de ces piles au lithium-ion afin de ne pas excéder une quantité d'une tonne. La prescription exclut tout stockage de produits dangereux. La fiche de données de sécurité (FDS) mis à disposition par le locataire et envoyé post-inspection ne précise aucune mention de danger au sens du règlement CPL. Ce stockage est à inclure dans la rubrique ICPE 1510. Aussi, la non-conformité à l'origine de la mise en demeure est sans-objet.
Observations : La visite sur site a permis de constater qu'aucun moyen de première intervention dédié n'était disposé à proximité. Il convient que l'exploitant se conforme aux dispositions des sections de la fiche de sécurité en terme de moyens de première intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.2
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Ce état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières de fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. [...] "</i>
Constats : Le registre des produits/matières stockées pour chaque cellule (A à E) a été présenté. Il comptabilise les produits en volume ou quantité par rubrique de la nomenclature ainsi que la typologique pour le quel le mot « inflammable » est renseigné. La consigne passée au locataire est une mise à jour hebdomadaire du registre. La non-conformité, source de la mise en demeure est corrigée.
Observations : Il convient que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- renseigne au mieux la caractéristique des produits, la terminologie « combustible » est plus adapté ;- d'être exhaustif quand bien même les produits ne relèvent pas d'une rubrique ICPE (ou non classés). En outre, il est entreposé (voir point précédent) une quantité de près d'une tonne de piles dans la cellule qui n'est pas renseigné dans ce registre. L'inspection invite l'exploitant à bien identifier ces produits particuliers au niveau de leur localisation dans le plan de défense incendie mais aussi dans le registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Entreposage à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5 de l'APC du 7 juillet 2022 Le dernier alinéa de l'article 26 de l'arrêté d'autorisation du 24 février 2005 est remplacé par les dispositions suivantes : « <i>Sans préjudice des dispositions du point 2II de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, les aires de stockages à l'extérieur, réservées aux palettes vides, sont aménagées et situées conformément au dossier de porter à connaissance dans sa version du 8 juin 2022 et dans le dossier d'autorisation initiale. Ces stockages comprennent :</i> - <i>une zone de palettes vides côté rue n'excédant pas une longueur de 18m sur une largeur de 10m et sur une hauteur de 2,3m ;</i> - <i>une zone d'une surface au sol de 1000 m² présentée dans le dossier initial et située entre les deux entrepôts. »</i>
Constats : L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2022 autorise une seconde aire de stockage des palettes vides à l'extérieur située le long de la voie d'entrée. Les deux aires ont été observées lors de la visite et n'ont pas soulevé d'observations de la part de l'inspection. De fait, la non-conformité est corrigée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 13.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : " <p style="text-align: center;">13.6. - Confinement des eaux susceptibles d'être polluées</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes et/ou externes aux cellules de stockage. Son volume libre disponible en permanence doit être d'au moins 940 m³.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Les eaux collectées ne pourront être rejetées qu'après contrôle de leur qualité, traitement approprié si besoin est, et avis de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>"</p>
Constats : <p>La vanne de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie a fait l'objet d'une signalisation sur site et sur le plan de défense incendie (PDI). Une consigne sous forme d'annexe au PDI a été rédigée.</p> <p>Les travaux de réparation de l'asservissement de la fermeture de la vanne au système d'extinction par sprinklage ont été réalisés : le bon d'intervention du 28/04/2021 a été présenté.</p> <p>Un test manuel de manœuvre de la vanne a par ailleurs été réalisé lors de la visite. Le test a été concluant.</p>
Observations : Bien que réalisé lors des tests à fréquence hebdomadaire, l'exploitant formalisera les tests et la maintenance de l'organe de fermeture dans ces procédures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 28.4
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention en situation accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : "</p> <p style="text-align: center;">28.4. - Contrôle de l'accès</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, doit être mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.</p> <p>Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique.</p> <p>Le personnel de gardiennage sera équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte. Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'une personne compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin pendant les périodes de gardiennage.</p> <p>"</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site fait l'objet d'une télésurveillance hors heures ouvrées avec report d'alarme et localisation de l'incendie. La société de télésurveillance a à sa disposition les coordonnées téléphoniques des locataires.</p> <p>Le PDI a fait l'objet d'une transmission aux opérateurs affectés à la télésurveillance pour lesquels des actions propres à la télésurveillance sont à mettre en œuvre.</p> <p>Le représentant de l'exploitant prévoit par ailleurs de disposer dans une boîte sécurisée le PDI pour le SDIS et la remise en service des barrières pour l'accès au site.</p> <p>Des formations d'une durée de 6 heures de type « première intervention » ont été données aux 3 locataires en 2021 et 2022.</p> <p>La non-conformité est corrigée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 30.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"

L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, judicieusement répartis dans les installations et accessibles en toutes circonstances, notamment :

[...]

- une réserve d'eau de 360 m³ minimum située le long de la façade arrière (sud-est) de l'entrepôt, permettant de fournir 180 m³/h pendant 2 heures quelle que soit la période de l'année, par l'intermédiaire de quatre cannes plongeantes munies de clapet anti-retour situées en face de chacun des quatre murs coupe-feu séparant les cinq cellules de l'entrepôt.

"

Constats :

Considérant que le bassin/fossé de récupération des eaux pluviales à l'arrière et faisant office de réserve d'eau nécessitait des travaux importants, l'exploitant a mis en place deux bâches souples d'une capacité unitaire de 270m³ l'une à l'arrière côté Sud-Est et la seconde côté Ouest. Une aire d'aspiration pour 2 engins pompiers a par ailleurs été aménagée aux abords de chaque bâche.

De plus, sur recommandations du SDIS90, des murs pare-feu ont été construits en périphérie.

De fait, les besoins en eau de 180 m³/h produit initialement par le fossé sont désormais assurés par les deux bâches.



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maintenance des RIA et sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 29.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 29.3. - Matériel de détection et de lutte contre l'incendie L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations de chauffage. L'ensemble du système d'extinction automatique sera en particulier vérifié annuellement par un organisme agréé. Les vérifications périodiques de tous ces matériels doivent être inscrites sur un registre.
Constats : Des travaux conséquents ont été réalisés depuis 2020 sur le système d'extinction automatique par sprinklage avec la découverte de nouveaux dysfonctionnements. Le groupe moto-pompe n°2 (GMP2) est désormais opérationnel depuis le 29 juin 2022. Le groupe moto-pompe n°1 (GMP1), servant de secours et demandé par le référentiel APSAD, n'est pas opérationnel. Des travaux sont en cours dont la fin est programmé pour octobre 2022. L'inspection s'est rendue au niveau du local sprinklage. La consultation du registre des tests hebdomadaires n'a pas appelé d'observations. Les robinets d'incendie armés reliés à la cuve de sprinklage ont fait l'objet d'un contrôle et d'une maintenance à fréquence annuelle par l'organisme AXIMA le 16 mai 2022. A l'issue des travaux sur le GMP1, le système de sprinklage sera complètement opérationnel et conforme au référentiel APSAD.
Observations : L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées le compte-rendu de vérification Q1 réalisé à l'issue des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet